

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 84

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2696 - Prix : 1€

## Éditorial

**Les travailleurs n'ont pas à mourir pour les industriels !**

**Ordonnances : pendant l'épidémie, la guerre de classe continue**

Page 3

**“Le jour d'après” : rien à attendre de ces gouvernements !**

Page 5

**Écoles fermées : inégalités amplifiées**

Page 7

**Coronavirus : dans les entreprises**

Pages 9 et 10

## Mayotte

**Les pauvres victimes de la politique criminelle de l'État français**

Page 12

**La guerre de Macron :  
Les travailleurs  
sont au front...  
et les capitalistes  
encaissent  
les millions**



**Les dégâts d'une épidémie...  
et d'une économie basée sur le profit**

## Les travailleurs n'ont pas à mourir pour les industriels !

L'épidémie continue de s'étendre. De plus en plus de services de réanimation atteignent leur point de rupture ; le 15 est submergé. Certains Ehpad sont devenus des mouiroirs, faisant craindre l'hécatombe. Le personnel soignant nous supplie de respecter le confinement le plus strict. Et à quoi pensent les industriels ? À redémarrer leurs usines au plus vite.

C'est le cas de PSA, Renault, Airbus, Safran qui programment leur montée en charge... Certains se cachent derrière l'alibi de fabriquer quelques respirateurs, la réalité est que ces grands groupes s'ajouteront aux entreprises non vitales, de l'armement aux cosmétiques, qui ne se sont jamais arrêtées. Ils imposeront la remise au travail de milliers de sous-traitants. C'est irresponsable et criminel.

Le rassemblement évangélique de Mulhouse a été le point de bascule de l'épidémie en France. En rouvrant ces usines, le gouvernement et le grand patronat recréent 10, 20, 30 rassemblements du même type, au risque de relancer l'épidémie. Pourquoi ? Pour que les ouvriers continuent de suer des profits pour Dassault ou Peugeot. Et après cela, Macron nous dira que la santé passe avant la recherche des profits !

Depuis le début de l'épidémie, chaque décision gouvernementale est pesée, calculée en fonction des intérêts des capitalistes. Il y a bien un plan d'urgence sanitaire, mais celui-ci ne consiste pas à fabriquer masques, gants, tests, respirateurs et médicaments derrière lesquels courent toujours les personnels de santé après dix semaines de mobilisation. Il ne consiste pas à renforcer et à sécuriser le personnel des Ehpad, ne serait-ce qu'en leur permettant de se tester régulièrement. Il n'organise pas des hébergements pour isoler comme il le faudrait les cas positifs au Covid-19 !

Ce plan de guerre injecte 345 milliards dans l'économie pour assurer la continuité des affaires et rassurer les spéculateurs. Il autorise, au prétexte de l'état d'urgence sanitaire, des semaines de travail de 60 heures et légalise le vol de RTT et de semaines de congés payés à ceux qui sont au chômage technique ou là où l'activité est réduite. Imposer et faire accepter des sacrifices exceptionnels aux travailleurs pour les intérêts de la minorité capitaliste, voilà à quoi servent tous ces discours guerriers !

Comme dans toute guerre, il y a les troupes, la chair à canon, constituées par les travailleurs : les hospitaliers, les ambulanciers, les auxiliaires de vie, les éboueurs, les salariés de la distribution, de l'entretien, des transports, de l'énergie ou les ouvriers de l'agroalimentaire, de la chimie ou de la pharmacie... qui montent au front au péril de leur vie. De l'autre côté, il y a les profiteurs de guerre, les industriels et les banquiers planqués à l'arrière qui cherchent à exploiter la situation.

Pendant que les uns s'échinent à sauver des vies, les actionnaires sont derrière leurs écrans à l'affût du jackpot boursier. Ils s'activent pour sauver leurs profits avec la peau des travailleurs. Eh bien, il faut résister aux pressions et à l'appel aux sacrifices ! Il faut se battre pour que nos vies et nos intérêts de travailleurs soient respectés.

Des millions d'employés et d'ouvriers, ceux-là même que l'on disait en voie de disparition, sont indispensables à la vie sociale et on leur doit la sécurité maximum. Mais les postiers n'ont pas à risquer leur santé et celle de leur famille pour distribuer des catalogues Damart ou Décathlon. Les manutentionnaires d'Amazon n'ont pas à mettre leur vie en danger pour livrer des chaussures ou des DVD. Et les ouvriers de l'automobile n'ont pas à sacrifier leur peau pour que leur entreprise prenne une longueur d'avance sur ses concurrents !

Macron nous demande du civisme, de la solidarité et des efforts pour la « nation ». Mais par « nation », il entend les actionnaires et la bourgeoisie. Car si le gouvernement a autorisé les entreprises à ne plus payer leurs loyers et leurs impôts, il ne l'a pas fait pour les travailleurs qui ne le peuvent plus. S'il veille à ce que les entreprises ne subissent pas de chute de trésorerie, il a acté la perte de 16 % du salaire net pour des millions de salariés au chômage technique.

Sous couvert d'union nationale contre le virus, l'exploitation et la lutte de classe continuent. Et à côté de la sacro-sainte propriété privée et de la recherche de profits, la vie des travailleurs ne pèse pas lourd. Alors, il faut que les travailleurs se souviennent des mots d'Anatole France au lendemain de la Première Guerre mondiale : « *On croit mourir pour la patrie et on meurt pour des industriels* ». Si nous ne voulons pas que cela se reproduise, il va falloir nous battre pour sauver notre peau en contestant tout l'ordre social bourgeois.

## Ordonnances : pendant l'épidémie, la guerre de classe continue

Mercredi 25 mars, le gouvernement a adopté en Conseil des ministres une première salve de 25 ordonnances mettant en application la loi d'urgence pour combattre le Covid-19 adoptée le dimanche précédent.

L'ensemble se présente comme un grand buffet à volonté mis à la disposition du patronat : semaine de travail pouvant aller jusqu'à 60 heures ; réduction à 9 heures de la durée minimale de repos entre deux journées de travail ; imposition facilitée du travail du dimanche ; vol possible de six jours de congés payés ainsi que de journées de RTT, voire de celles mises sur des comptes

épargne-temps ; report sine die des congés laissés au bon vouloir des patrons. C'est la porte ouverte à une offensive contre les travailleurs, ceux qui s'épuisent encore aujourd'hui au travail même dans des secteurs inutiles à la lutte contre l'épidémie, comme ceux qui ont été renvoyés chez eux en chômage partiel avec des salaires amputés.

Tous les secteurs risquent d'être concernés par ces nouvelles attaques tant leur contour a été laissé volontairement flou. Ce sont « *ceux nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale* ».

Pour bien préparer les esprits à la

suite, Philippe a présenté ces mesures comme « *un effort long auquel nous allons tous ensemble faire face* ». C'est dire si le gouvernement envisage de prolonger ces attaques sans précédent bien après la période de confinement au nom de la reconstruction économique.

En se cachant derrière la lutte contre l'épidémie, le gouvernement Philippe répond à l'effondrement économique en menant la guerre aux salariés. Les travailleurs auront à lutter bec et ongles contre ce qui est un plan de lutte pour sauver les profits patronaux.

## « Mobilisation générale » dans la guerre sanitaire : les capitalistes, pas concernés !

Alors que l'État a prévu 300 milliards de garantie pour les entreprises qui rencontreraient des difficultés, la dotation que l'État apportera à l'Agence nationale de santé publique pour financer les commandes en médicaments, respirateurs et masques est de 4 milliards.

Pour ce qui est des respirateurs artificiels, Macron a annoncé qu'un consortium regroupant les entreprises Air Liquide, Valeo, PSA et Schneider produirait 10 000 respirateurs d'ici mi-mai, c'est-à-dire seulement dans un mois et demi, mais avec un mois de retard sur l'épidémie.

En réalité, alors que le nombre de morts ne cesse d'augmenter, que les appels déchirants des soignants se multiplient pour réclamer des moyens le plus vite possible, pour les plus grandes entreprises du pays il n'y a pas d'urgence sanitaire ! Il ne s'agit pas de mobiliser leurs capacités productives au service de la lutte contre la pandémie. Pour ne citer que les constructeurs automobiles comme

PSA et Renault, leur effort pour produire des respirateurs est plus que mesuré. Leurs promesses d'y consacrer une partie de leurs capacités leur servent surtout de paravent pour préparer la reprise de leurs activités habituelles et l'imposer à leurs salariés.

Macron prétend avoir déclaré la guerre au coronavirus, mais il se garde bien d'imposer la moindre contrainte aux capitalistes. Il n'est jamais question de réquisition, de

plan de production imposé aux plus grandes entreprises pour fournir coûte que coûte ce que revendiquent les soignants.

Que la crise soit sanitaire ou économique, quand l'État déclare vouloir inciter les capitalistes à agir dans l'intérêt général, le résultat est toujours le même : ils empochent les cadeaux s'il y en a... et ils font ce qu'ils veulent, les yeux rivés sur la courbe de leurs profits !

### À TOUS NOS AMIS ET CAMARADES,

Dans cette période de confinement, notre bi-mensuel *Lutte ouvrière Île de La Réunion* fera tout pour continuer à informer de bien des choses que l'on ne trouvera pas dans les moyens d'information officiels, en défendant un point de vue communiste révolutionnaire. Mais il ne sera pas possible de le vendre sur les marchés. Il sera difficile aussi de le faire parvenir à nos abonnés et à tous nos amis.

Notre journal sera en tout cas disponible sur le site internet [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org) à l'onglet "En régions". Il faut, plus que jamais, continuer à nous lire et à nous faire lire !

## Discours présidentiel : Macron se paye de mots

Le 26 mars, à Mulhouse, Macron a voulu de nouveau imiter Clémenceau. Le président a répété que le pays est en guerre, le gouvernement à la tâche jour et nuit, la population mobilisée, etc. Mais les hyperboles guerrières et les remerciements sans fin ne peuvent cacher la situation réelle et le fait que face à l'épidémie l'État n'est pas à la hauteur de la tâche.

Le président a promis un plan sanitaire grandiose... une fois que l'épidémie sera passée. Mais tous les gouvernements ont des années durant supprimé des lits, fermé des hôpitaux, réduit les crédits de la Santé, refusé de recruter, etc. Aucun remerciement aux soignants, surtout venant de ceux qui ont étranglé l'hôpital public, ne pourra faire oublier cela.

La propagande remplace les mesures réelles. Ainsi l'avion transportant une cargaison de masques a été

accueilli par des hommes en armes et une forêt de caméras. Mais l'État n'a toujours pas dit pourquoi il n'y avait pas de stocks de masques, ni pourquoi il n'avait pas organisé une fabrication en urgence dès février.

De la même façon, les quelques dizaines de patients transférés en TGV et en hélicoptères occupaient plus de place dans la mise en scène gouvernementale et le discours de Macron que les centaines, voire les milliers, qui risquent de mourir faute de moyens.

Le président, toujours dans sa veine militaire, a remercié ceux qu'il appelle les soldats de première ligne, les soignants, de deuxième ligne, les travailleurs des secteurs dits de première nécessité, et ceux enfin de troisième ligne qui télétravaillent et sont confinés. Il a superbement ignoré, comme tous les généraux, la piétaille des millions d'ouvriers contraints d'aller travailler, sous peine de



perdre leur salaire ou leur emploi, quels que soient les risques.

Les soldats et les ouvriers de 1914 avaient inventé un mot pour le type de discours que Macron et son gouvernement servent quotidiennement : le bourrage de crâne.

## Directions syndicales : l'union nationale a du mal à passer

Avec la deuxième semaine de confinement, les grands patrons font tout leur possible pour rouvrir leurs entreprises fermées. Pour faire passer cela dans l'opinion, le gouvernement a cherché sans succès à obtenir le soutien des directions syndicales.

Toute la semaine, des contacts divers se sont multipliés entre les directions des syndicats, des ministres, des syndicats patronaux. Vendredi 27 mars, une visioconférence a même été organisée avec Macron en personne. Mais pour l'instant, cette volonté de les impliquer dans la politique d'union nationale pour le plus grand bien du capital a rencontré une fin de non-recevoir. Non pas que les directions syndicales ne sont pas capables de s'asseoir sur les intérêts des travailleurs pour aider le patronat à remettre en marche la pompe à profits. Mais pour l'instant, elles n'en voient pas l'intérêt. Il faut dire que deux jours avant, le gouvernement avait pris des ordonnances qui

constituent une série d'attaques brutales contre les travailleurs, sans même faire semblant d'en débattre avec elles. Et il n'y a rien qui fâche plus un dirigeant syndical que d'être écarté des tapis verts... même virtuels.

Alors pour l'instant les dirigeants syndicaux refusent de cautionner la politique du gouvernement. Mais la CFDT parle quand même de la nécessité de protéger les salariés pour « assurer la continuité de l'activité », tout en précisant que cela est impossible « sans dialogue social ». Seule la CGT s'oppose pour l'instant à la reprise d'activités jugées non essentielles, tout en réclamant que soit défini ce qui est essentiel ou pas. Et elle a posé un appel à la grève dans la fonction publique pour couvrir ceux qui le voudraient.

Dans bien des entreprises, les militants syndicaux se battent aujourd'hui contre le manque de mesures de précautions pour ceux qui travaillent, contre les licenciements des précaires. Bien des travailleurs sentent que, demain, leurs ennemis se préparent à leur faire payer la crise sanitaire et économique. Alors, l'union qui devra se faire sera celle des travailleurs contre les profiteurs et leurs serviteurs.



## “Le jour d’après” : rien à attendre de ces gouvernements !

Face à l’incurie du gouvernement devant la propagation de l’épidémie, plusieurs organisations syndicales, la CGT et Solidaires ou associatives et environnementales, comme Les Amis de la Terre, OXFAM, ou ATTAC, ont publié le 27 mars une tribune intitulée « *Plus jamais ça ! Préparons le jour d’après* ».

Si nombre de dénonciations qu’on peut trouver dans cet appel sont justes, les signataires de ce texte en appellent en réalité à l’intervention des États et des banques centrales pour qu’ils tirent les leçons de la crise et mettent l’économie et la production au service de l’intérêt général. Il s’adresse aux gouvernements, aux politiciens de la bourgeoisie, saluant même certaines décisions de Macron.

Malheureusement, c’est là bercer les travailleurs d’illusions sur la volonté et la capacité des gouvernements et des appareils d’État à changer de nature et à se mettre au service de l’intérêt général.

La crise du coronavirus l’illustre de manière éclatante : dans tous les pays, les chefs de gouvernement et de banques centrales se sont succédé, dès l’éclatement de la crise, pour garantir aux capitalistes, aux banquiers, à hauteur de milliards de dollars, le maintien de leurs profits.

Mais dans le même temps, ceux-là mêmes qui ont froidement mis en œuvre la suppression des dizaines de milliers de lits d’hôpital, la fermeture de structures hospitalières à l’échelle du pays, méprisant les alertes des professionnels de santé, ont été incapables de mettre sur pied en deux mois, autre chose qu’un misérable hôpital militaire de campagne de 30 lits.

Face à la pénurie de matériel de protection, les soignants en sont réduits à lancer des appels à l’aide à la population pour la fabrication artisanale de masques et de lunettes à domicile. Nulle part des usines n’ont été rouvertes ou réquisitionnées pour produire en urgence les centaines de

millions de masques ou de ventilateurs nécessaires, alors même que les patrons, de façon criminelle, contraignent des millions de travailleurs à venir dans leurs usines pour fabriquer des biens socialement inutiles en cette période, comme des voitures ou des moteurs d’avions.

Il ne s’agit pas d’une absence de réactivité de Macron ou de Philippe mais d’une organisation sociale irresponsable : celle du capitalisme dont toutes les décisions sont conditionnées par l’impératif du profit. Ce que démontre la crise, c’est bien que ces politiciens ne sont là que pour gérer au mieux les affaires de la bourgeoisie. Il faut mettre fin non seulement à cette gouvernance de la société au seul profit de la bourgeoisie mais surtout à la domination même de cette classe. Les travailleurs, et eux seuls, peuvent imposer les mesures d’urgence indispensables pour ne pas prendre de plein fouet le chaos économique et sanitaire en cours.

## Le Maire aux actionnaires : couvrez ce dividende...

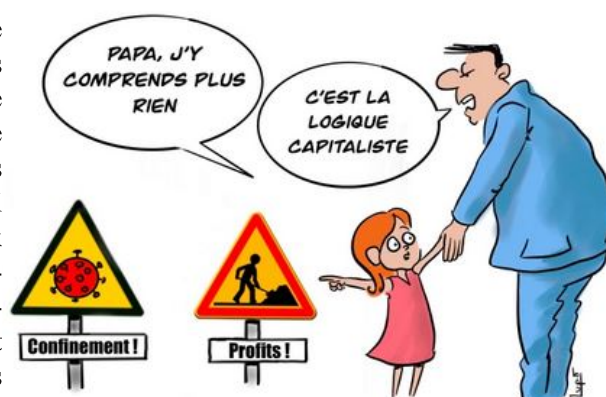
Alors que la loi d’urgence sanitaire permettra au patronat d’augmenter les heures de travail, de disposer des congés des salariés, d’imposer des journées de RTT en lieu et place du chômage partiel, le gouvernement se devait de ne pas laisser croire que les sacrifices et les efforts ne sont demandés qu’aux travailleurs.

Mais si aux travailleurs on impose, au patronat et aux actionnaires on propose. Ainsi, le ministre de l’Économie Bruno Le Maire a d’abord appelé les grands groupes à faire preuve de retenue dans le versement des dividendes pour l’exercice de l’année 2019. Puis il a annoncé que ceux qui, verseraient des dividendes malgré cet appel à la bonne volonté du gouvernement, seraient pénalisés en devant rembourser, avec pénalités, les aides publiques qui leur auraient été distribuées.

En fait, il y a du tartuffe dans l’air, et de tout côté. Bien des groupes, par exemple Airbus, ont décidé de laisser « confiné » dans leur trésorerie ce qui devait être versé aux actionnaires, sans attendre la recommandation gouvernementale et en attendant des jours meilleurs.

D’autres ont maintenu l’échéance des versements, car raisonnent-elles, les menaces de Le Maire de priver ces entreprises d’aides publiques ou de les leur faire rembourser, que seront-elles devenues dans quelques mois ?

Quel que soit le choix adopté par les groupes industriels ou bancaires dans le versement des dividendes, les actionnaires, et parmi eux les plus



gros, n’auront guère à se serrer ceinture : dans les deux dernières années, et sans remonter plus loin, ce sont quelque cent milliards d’euros qui leur ont été distribués. De toute façon, les trésors accumulés par les entreprises sur le dos des salariés ne vont pas disparaître et resteront en réserve pour garantir à la machine à profits de continuer à tourner.

## La pa la pomade nou la bezoin !

Les annonces et les douces paroles envers les salariées des services d'aide aux personnes fleurissent.

Des reportages montrent des interventions des auxiliaires de vie avec des équipements adaptés.

Chacun y va de son petit couplet. Nassimah DINDAR annonce que le conseil général va commander des équipements, que le conseil départemental a augmenté les tarifs horaires d'intervention, augmenté de 10 heures le temps mensuel d'intervention et décidé de payer les interventions non faites dans le cas où les familles refuseraient l'intervention

des auxiliaires de vie non équipées...

En effet, depuis plus d'une semaine, les directions affirment aux élus du personnel que les équipements sont là ou presque là... mais beaucoup de salariées ne voient toujours pas l'ombre des équipements. Et quand du matériel est fourni, c'est d'un vieux petit masque jauni de poussière avec le temps qu'il s'agit. Les interventions se font la boule au ventre, la peur de ramener la maladie dans sa famille ou de contaminer une personne âgée.

Dans ce secteur d'activité 95% des intervenants sont des femmes à

temps partiel avec un salaire horaire quasiment au SMIC. Alors qu'elles sont au front chaque jour sans protection et qu'elles entendent que le conseil départemental a augmenté le tarif horaire de l'intervention, le sang de certaines ne fait qu'un tour. Car elles voient bien venir, qu'après avoir mégoté sur les moyens de protection, les employeurs se préparent à rafler pour eux l'argent supplémentaire versé par le conseil départemental.

C'est sûr qu'il faudra leur faire rendre gorge.

## Freedom : porte-parole du patronat

Mercredi 31 mars, Radio Freedom organisait une émission dont le thème portait sur « l'annulation des impôts et des charges » seul moyen selon ce média « de sauver nos petites et moyennes entreprises tous secteurs confondus ». Tout un programme qui ne concerne en aucun cas les travailleurs mis autoritairement hors des entreprises sans salaires par certains

patrons et pour qui le gouvernement n'envisage aucune baisse d'impôt quand bien même ils auraient été privés de salaires pendant plusieurs semaines.

Mais comble d'ironie, l'émission en question était animée par un « spécialiste » du sujet, l'ex-député-maire- patron de l'immobilier et de l'industrie de Saint Leu, Thierry Ro-

bert, dont l'élection de député avait été annulée en 2018 par le Conseil constitutionnel avec une inéligibilité de trois ans pour cause de « manquement à ses obligations fiscales » !

Un vieil habitué de l'optimisation fiscale recyclé dans le conseil au patronat. Fallait le faire, Freedom l'a fait !

## Coco vide...



actuellement occupé par son père.

Pour ce scientifique, les désinfections à l'eau de javel faites dans les lieux publics et les rues de la ville habituellement fréquentés mais en ce moment complètement déserts étaient totalement inutiles, « *strictement un non-sens* » et qui plus est, dangereuses pour l'environnement.

Il a rappelé que La Réunion est ensoleillée et que le soleil est le meilleur désinfectant.

Le moins que l'on puisse dire c'est que Virapoullé-fils n'a pas eu une idée lumineuse !

Il n'a pas échappé au professeur Gaüzère « *qu'en période électorale les démonstrations propre à édifier les masses sont toujours les bienvenues* ». C'est clair...

Interrogé par Antenne Réunion le 1er avril, Bernard-Alex Gaüzère, professeur visiteur de la médecine tropicale a donné son avis sur les

désinfections entreprises dans la ville de Saint-André par Jean-Marie Virapoullé, médecin de son état et postulant pour le fauteuil de maire

## Écoles fermées : inégalités amplifiées



LO

Depuis le 16 mars, 12,7 millions d'élèves sont confinés chez eux. Enseignants et parents tentent de faire au mieux en utilisant Internet et les diverses plateformes mises en place par l'Éducation nationale.

Mais si le confinement s'applique à tous, tous les jeunes ne le vivent pas dans les mêmes conditions. Cette crise révèle les profondes inégalités dans l'apprentissage et l'accès à la

culture, et elle les aggrave.

D'après les statistiques, 5 % des élèves, soit 635 000 jeunes, n'ont pas de matériel, pas d'ordinateur par exemple, ou un seul pour toute la famille, un accès limité ou pas d'accès du tout à Internet. 1,2 million, soit plus du double, sont dans une situation qui les place en grande difficulté. Un professeur d'un lycée professionnel de Caen déclarait que selon lui,

dans son lycée, « un peu moins de 40 % des élèves n'ont pas accès à un ordinateur. Dans un collège de Caen en quartier défavorisé, ce chiffre peut monter à 75 % ! »

Mais à cela s'ajoutent bien d'autres difficultés pour tous les jeunes issus des classes populaires. L'exiguïté des logements dans lesquels vivent nombre de familles rend impossible d'étudier dans de bonnes conditions, même lorsque l'accès aux cours est possible. Être confinés à cinq dans un petit appartement ou travailler tranquillement dans une maison avec des parents disponibles et une bibliothèque, cela n'a rien à voir ! Et comment peut-on se débrouiller dans les familles où les parents continuent de travailler hors de chez eux ? Que peut faire la caissière qui vit seule avec ses enfants ?

La prétendue égalité des chances ne résiste pas devant cette réalité.

## Industriels du luxe : l'hôpital se moque de la charité

Les grandes marques de luxe françaises prétendent monter au front face à l'épidémie.

Après avoir lancé la fabrication de gel hydro-alcoolique à destination des hôpitaux de l'AP-HP, dans les usines de parfumerie de son groupe LVMH, Bernard Arnault a déboursé cinq millions d'euros pour l'achat de masques acheminés depuis la Chine. Celui dont la fortune a dépassé les 100 milliards d'euros l'an dernier avait été plus généreux lors de l'incendie de Notre-Dame, débloquant aussitôt 200 millions d'euros pour sa rénovation. Et cela dès le premier jour.

Son concurrent François Pinault, en plus d'acheminer lui aussi pour trois millions d'euros des masques depuis la Chine, a annoncé la prochaine fabrication de masques et de blouses dans les usines françaises et italiennes des marques Gucci, Yves-Saint-Laurent et Balenciaga.



Wikipedia.org

Dans l'industrie de la mode, Zadig et Voltaire a récemment promis de reverser à la Fondation des hôpitaux de Paris 20 % des bénéfices de ses ventes en ligne réalisées durant le confinement, du moins jusqu'au 15 avril 2020.

Ces capitalistes auraient pourtant largement les moyens de débloquer des milliards pour aider l'hôpital à

faire face à l'épidémie. À elles trois, les familles Pinault, Hermès et Arnault ont des fortunes personnelles qui correspondent à deux années de budget de l'hôpital public en France. Et leurs usines textiles, de maroquinerie ou de parfumerie permettraient largement de faire face aux besoins de matériel de protection. Visiblement il ne faut pas trop leur en demander.

## Pénurie de médicaments : à cause du profit

On parle de plus en plus de pénurie de médicaments de réanimation. L'inquiétude porte en premier lieu sur les curares, utilisés pour relaxer les muscles au moment de l'intubation.

Outre le curare, ce sont des anesthésiants, et même des médicaments aussi courants que le Doliprane ou l'Augmentin (en sachet), qui viennent à manquer.

Récemment, ce phénomène est toutefois bien antérieur à l'épidémie. Pourquoi ces ruptures ? Est-ce la faute à la mondialisation, à la Chine comme le disent certains ? Non, la faute en est à l'organisation capitaliste de la production et à la domination des trusts pharmaceutiques.

En août dernier, Mediapart révélait que, selon l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), 868 médicaments avaient été en rupture ou en tension en 2018. C'est près de vingt fois plus qu'en 2008 où l'on ne comptait que 44 ruptures !

Depuis les années 1990, les trusts ont fait le choix de produire le

principe actif des médicaments surtout en Chine, où les salaires sont plus bas et les réglementations sanitaires pour les travailleurs et l'environnement moins contraignantes qu'en Europe. Aujourd'hui, 80 % sont produits en Chine et en Inde, pays qui fabriquent aussi 60 % des vaccins utilisés dans le monde.

Bien souvent, le principe actif des médicaments n'est produit que par une seule entreprise : le moindre grain de sable peut entraîner très vite une pénurie. D'autant que la production, comme dans toute l'industrie, se fait à flux tendu avec le minimum de stocks.

Ces pénuries de médicaments, parfois basiques, sont bien dues à une organisation capitaliste de la société, où ce qui domine n'est pas l'intérêt collectif mais l'intérêt privé de ceux qui possèdent les usines et décident de produire là où cela leur rapporte le plus. À tel point que des classes entières de médicaments, comme des antibiotiques ou de vieux médicaments, peu chers mais bien utiles,

## Un système de santé basé sur le profit ...



## ... peut-il protéger l'humanité ?

sont délaissées par les laboratoires.

C'est cet ordre des choses là qu'il faut remettre en cause, pour qu'aux catastrophes naturelles et aux épidémies, qui font partie de la vie, ne se rajoutent pas des catastrophes sociales.

## Le scandale des tests

« Testez, testez, testez tous les cas suspects de Covid-19 », supplie l'OMS. En effet, savoir qui est infecté permettrait de limiter drastiquement la propagation du virus, comme l'ont montré les exemples de la Chine ou de la Corée. Mais cette politique de dépistage à grande échelle ne se fait pas en France.

En effet, les laboratoires de ville n'ont pas assez de masques ni d'écouvillons pour réaliser les prélèvements. D'autre part, les machines qui réalisent les analyses, qui coûtent entre 100 000 et 400 000 euros pièce, sont fabriquées et vendues par les grands laboratoires. Or ceux-ci, jamais à court d'invention pour garantir leurs profits, « bloquent » ces machines afin qu'elles ne fonctionnent qu'avec leurs propres tests. Par exemple, les machines de la marque Roche n'ont pas pu fonction-

ner avant le 13 mars, le fabricant n'ayant obtenu l'autorisation de commercialiser ses tests dans l'UE qu'à cette date. Heureusement, 48 CHU et laboratoires de recherche avaient des machines « ouvertes », ce qui a permis de sauver les meubles, pendant que les coûteuses machines « fermées » de Roche et consorts étaient en chômage technique.

Autre problème : les réactifs, ces kits de produits chimiques utilisés pour détecter le virus, sont en rupture de stock, notamment à cause des tensions dans le domaine des transports. Sauf que depuis janvier, le gouvernement aurait tout à fait pu organiser la production de réactifs, ces derniers n'étant même pas protégés par des brevets ! Mais rien n'a été fait.

Le 22 mars, de leur propre initiative, les organismes de recherche publique se sont organisés pour

recenser matériels et réactifs qu'ils pourraient mettre à disposition des soignants. Comme d'habitude, ce sont les travailleurs qui vont suppléer aux carences – ou plutôt aux failles béantes – de l'État, bien plus occupé à démolir ce qui reste du Code du travail qu'à mettre l'économie en ordre de marche pour combattre le virus.

## Crise sanitaire

Ayez confiance,



les patrons feront ce qu'il faut !



## À la Poste

La direction de la Poste à La Réunion était vantée d'avoir décidé de fermer la plupart de ses agences pour soi-disant protéger ses agents du danger du Coronavirus. Elle vient de revenir sur cette décision et de porter en début de semaine prochaine le nombre de ses agences ouvertes au public de 16 à 34. C'est le versement mensuel des minima sociaux qui

l'impose étant donné qu'elle n'a toujours pas accordé aux plus pauvres le bénéfice des cartes de retrait. Ces derniers sont donc condamnés à faire la queue dans les pires conditions pour récupérer le peu d'argent que l'État leur attribue pour survivre. Quant aux agents de la Poste ils seront donc à nouveau exposés au risque de contamination à cause de

l'incurie de leur direction.

Quant à la distribution du courrier, elle continue à se faire dans les quartiers sans masque et dans les salles de tri les agents se côtoient sans pouvoir respecter les consignes d'éloignement d'au moins un mètre tant les locaux sont encombrés par les courriers en souffrance.



## À la Cilam

Les ouvriers de production de yaourts et autres produits laitiers ont débrayé le 2 avril pour obtenir une prime de 1000 euros. Leur usine a vu sa production augmenter de 33 % en un mois.

Danone est en outre un des trusts laitiers les plus puissants de la planète.

Il fait largement son beurre sur le dos des éleveurs et des consommateurs. 1000 euros ne représentent qu'une goutte de lait dans ses cuves remplies à ras-bord !

## Chez OSR

la direction de cette entreprise de sécurité employant des centaines de travailleurs et disposant de nombreux marchés dans le secteur privé (grande distribution et administrations) a refusé à un de ses salariés dont la femme est enceinte de 8 mois (3ème trimestre de grossesse, risques avérés de contamination possibles entre la mère et l'enfant) de bénéficier de son droit de retrait et donc de protéger sa famille.

Son responsable l'a menacé de cesser de le payer s'il ne venait pas travailler et s'est retranché, pour justifier son refus, derrière l'attribution de masques et ses consignes de distances barrière. Les agents n'ont pas de gel à leur disposition et n'ont d'autre solution que d'aller se laver

les mains aux toilettes du magasin, c'est-à-dire de quitter leur poste de travail le temps de cette opération avec le risque de se faire accuser d'abandon de poste !

## Chez Aéro SP

C'est un travailleur affecté jusqu'à présent à la surveillance d'un site de la Créole (eau Saint-Paul) à qui son patron a déclaré que ce contrat était suspendu le temps de l'épidémie. Il l'a laissé sans consigne de travail pendant la deuxième quinzaine de mars et vient de lui annoncer qu'il ne sera pas payé pendant toute cette période. Non content de cela, il l'envoie à présent (oralement) assurer la surveillance d'un site militaire (!)

au Port sans consignes et sans mesures de protections spécifiées par écrit et lui impose de travailler de nuit alors qu'il travaillait jusqu'à présent de jour. Il est menacé à nouveau de ne pas être payé s'il n'obtempère pas !

Derrière les beaux discours de Macron et de ses ministres et du préfet, les travailleurs continuent à être confrontés à la dictature des patrons pour qui le profit compte avant tout, y compris la santé et la vie de leurs salariés. Ces derniers ne peuvent compter, pour se faire respecter, se protéger et défendre leurs intérêts pécuniaires que sur leurs propres forces, leur organisation, leur solidarité et leur combativité !

### Des étudiants pour pallier le manque d'effectifs... payés 200 €

Les services de réanimation du CHU travaillent de plus en plus à flux tendu. Les lits disponibles se font rares et le personnel soignant disponible de plus en plus sollicité se révèle en nombre insuffisant pour faire face au nombre toujours croissant de malades. La direction du CHU a donc fait appel au personnel soignant des autres spécialités hospitalières, mais aussi... aux élèves infirmiers de deuxième et troisième année d'étude qui, volontaires, ne rechignent pas à épauler ceux qui soignent les malades du Coronavi-

rus, mais ont la mauvaise surprise de découvrir qu'il manque dans les services toutes sortes de matériel dont les tests de dépistage, les masques, blouses et calottes de protection et qu'ils ont été envoyés au feu en l'absence de formation dans la prise en charge des patients positifs au Covid-19 (déclaration de la CFDT Santé Réunion à la presse). Les personnels soignants se retrouvent en première ligne contre l'épidémie, mais désespérément privés des moyens de se protéger, malgré les promesses non suivies d'effet de la

direction de l'ARS. Est-ce pour cela que sur 321 contaminés dans l'île, 33 font partie des personnels soignants, soit 10 % ?

Non contente de cela, la direction du CHU n'entend indemniser ces étudiants (IFSI) pour leurs services qu'à raison de 200 euros par mois de travail, soit à 1,47 euros de l'heure et, alors qu'elle leur ordonne d'exercer parfois loin de chez eux, déclare qu'ils n'auront aucun défraiement pour leurs déplacements. Après le choc sanitaire, le choc de l'exploitation !

### Débrayage chez les brancardiers

Sollicités pour transporter les malades dans tous les services du CHU Nord, les brancardiers de Bellepierre se sont rassemblés devant l'entrée de l'hôpital vendredi 3 avril pour dénoncer l'insuffisance de dotation en équipements de protection pour déplacer les malades atteints du Coronavirus. Ils ont expliqué leur coup de colère par leur souci de se

protéger, bien sûr, mais aussi de protéger les malades et tous leurs proches à leur tour.

Eux aussi font face à l'irresponsabilité de la direction du CHU et aux économies criminelles que celle-ci a imposé à l'hôpital public ces dernières années au détriment de la santé de toute la population.



## DANS LE MONDE

### ÉTATS-UNIS

#### Chez Amazon

Dans cette entreprise américaine de commerce électronique employant quelques 540 000 salariés dans le monde, les employés travaillant dans ses immenses entrepôts de New-York et Seattle se sont mis en grève pour dénoncer le décès d'un de leur camarade ayant contracté le Coronavirus. Ils estiment que leur direction ne leur a pas donné les moyens de se protéger correctement (non respect des distances minimales de sécurité, lingettes désinfectantes en

nombre insuffisant et de taille ridicule, etc.) et dénoncent le fait que celle-ci met toute sa pression pour que les travailleurs continuent de venir se faire exploiter au risque de leur vie, pour continuer à engraisser le PDG d'Amazon, Jeff Bezos, premier milliardaire mondial (154 milliards d'euros), et ses actionnaires.

Ils ont manifesté devant les portes de l'entreprise aux cris de : « *C'est difficile de fermer une entreprise pour trois-quatre semaines. Mais*

*c'est encore plus difficile de fermer pour toujours le cercueil de quelqu'un qu'on aime !!! RESTEZ CHEZ VOUS.* »

La réponse de Bezos a été de licencier la militante syndicale venue appeler ses camarades à la grève. Ce qui n'a pas entamé la détermination des grévistes qui ont continué leur mouvement et ont déclaré qu'ils ne reprendraient pas le travail tant que leur exigence de protection sanitaire au travail ne serait pas satisfaite !

### Une situation sanitaire scandaleuse

Lundi 30 mars, le bilan de l'épidémie était très lourd en Espagne avec 85 195 contaminés et 7 349 morts. Depuis des années, comme dans bien d'autres pays, le système de santé a été dégradé et privatisé. D'immenses manifestations appelées « les marées blanches » avaient tenté de s'opposer à cette politique de « rentabilisation » et de privatisation des hôpitaux.

Aujourd'hui, la terrible crise sanitaire met en évidence le manque criant de masques, de gel, de respirateurs, de personnel qualifié dans les hôpitaux ou les maisons de retraite. Elle provoque de nombreuses réactions d'indignation dans toute l'Espagne.

Le mépris patronal s'est montré dès le début de la crise. Les directions des entreprises tenaient à maintenir à leur poste des milliers de travailleurs, contre l'avis des autorités médicales et sans protections

réelles. Cette politique criminelle a contribué à aggraver la propagation du virus. L'exemple le plus frappant a été Airbus, qui a obligé à travailler alors que des centaines de travailleurs étaient contaminés. Le syndicat CGT a dû déclencher une grève illimitée afin que le personnel puisse rester chez lui et se protéger, mais en ne percevant aucun salaire !

Face à l'urgence sanitaire et au cynisme patronal, le gouvernement « de progrès », associant le PSOE (Parti socialiste) et l'alliance Unidad-Podemos, a d'abord servi les patrons, avec 100 milliards de garanties à leur disposition. Il a aussi tenté de conserver un visage « social » en faisant annoncer par une ministre d'Unidad-Podemos (par ailleurs membre du Parti communiste) la « *limitation des licenciements pour des raisons techniques et de production* », une mesure qui n'empêche pas les licenciements, alors qu'un million de

travailleurs viennent de l'être.

Par ailleurs, le gouvernement tergiverse pour savoir comment faire quand la population ne pourra pas payer les loyers, l'électricité. Il envisage d'étaler les paiements, d'avancer l'argent, mais surtout pas d'annuler quoi que ce soit ! Malgré la pandémie, malgré le nombre de morts, il ne veut en rien léser les propriétaires, tout comme il continue à appliquer la politique des banques et des grandes entreprises, prenant simplement au passage, un petit pourcentage de l'immense richesse accumulée par la bourgeoisie.

Avec cette crise, il est certain que la classe ouvrière qui exprime déjà son indignation et sa colère aura à demander des comptes, et devra faire entendre sa voix et la volonté d'en finir avec une organisation sociale qui piétine des vies au nom du sacrosaint profit.

## CÔTE D'IVOIRE

### Les conséquences aggravées de l'épidémie

**Nos camarades de l'Union Africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI – UCI) décrivent dans le dernier numéro de leur journal Le pouvoir aux travailleurs ce que signifie pour la population l'état d'urgence instauré en Côte d'Ivoire, et les mesures qui s'imposeraient.**

Le gouvernement ivoirien prétend avoir pris des mesures de santé publique pour lutter contre le coronavirus, en annonçant notamment la fermeture des écoles ainsi que du Parlement fantoche à sa botte. Mais ces mesures ne peuvent nullement protéger les travailleurs et les populations pauvres.

Tout le monde peut constater que l'activité dans les entreprises, notamment les usines, continue comme si de rien n'était. Ainsi, par exemple,

les postes de travail ne sont pas aménagés alors que les risques de contamination sont réels du fait de la promiscuité. Mais dans ce monde où le profit des capitalistes prime sur la santé des travailleurs et de la population, les exploiters peuvent continuer à nous voler et à mettre notre vie en danger avec la bénédiction et la protection de l'État qui est à leur service.

Il en va de même dans les transports en commun. Les usagers sont collés les uns aux autres, les bousculades sont quotidiennes. Que dire alors de la situation dans les quartiers populaires ? Les familles des travailleurs vivent les unes sur les autres, dans la promiscuité, partageant de petits logements, quelquefois sans eau courante, quand bien même il est préconisé de garder une

certaine distance entre deux personnes, avec obligation de se laver régulièrement les mains au savon.

Autant dire que les mesures dérisoires prises par le gouvernement relèvent plus du cinéma et ne sont pas faites pour protéger la grande majorité de la population alors que le danger la guette.

(...) Si la crise du coronavirus s'aggrave, le gouvernement finira peut-être par imposer le confinement, comme en Italie ou en France. Cela signifiera alors, pour bien des pauvres, être piégés comme des rats dans leurs bidonvilles, dans la faim et la promiscuité, avec le risque majeur d'y laisser leur peau. Ces quartiers seront quadrillés par les forces armées, aidées peut-être même par les forces armées françaises en place, afin de protéger les quartiers riches.

## Les pauvres victimes de la politique criminelle de l'État français

**Le coronavirus ne connaît pas de frontières. Comme on pouvait s'y attendre, le département de Mayotte est aussi touché par la pandémie, le nombre de malades grimpe en flèche et le 31 mars il y a eu à déplorer le premier mort.**

Si partout en France et à La Réunion la situation sanitaire est préoccupante du fait du manque de moyens matériels et humains, des hôpitaux qui ont été pour la plupart très vite saturés, le cas de Mayotte est plus qu'alarmant. Le nombre de personnes infectées et le nombre de morts risquent d'être les plus élevés de France.

Mayotte est le département français le plus pauvre de France. 40 % des logements sont en tôle, trois logements sur dix n'ont pas accès à l'eau, 57 % des logements sont en surpeuplement. Dans le bidonville de « Manga Télé », l'un des plus vaste à Mayotte et donc de France, 5000 personnes survivent dans des conditions effroyables. Les taudis de ce quartier de Kawéni, proche de la capitale Mamoudzou, ne disposent ni d'eau courante ni d'électricité.

Comment les habitants peuvent-ils respecter les simples gestes barrières, ne serait-ce que se laver les mains régulièrement ?

De plus, quel sens peut avoir la consigne « restez chez vous » quand on vit dans un logement en tôle où il peut faire jusqu'à 40°C ? Il est impossible d'y rester en pleine journée, les habitants ne peuvent y retourner qu'à la fraîcheur du soir.

Et puis, pour rester confiné chez soi, il faut pouvoir se nourrir en s'approvisionnant au préalable, ce qui signifie avoir de l'argent pour acheter de la nourriture et pouvoir la conserver dans de bonnes conditions.

Cela est impossible. La grande majorité de la population vit de minimas sociaux (le montant du RSA est inférieur à celui de La Réunion). Trouver des ressources pour subvenir

à ses besoins et avoir accès aux bornes d'eau potable est un tracassé quotidien et nécessite de pouvoir sortir de chez soi, malgré le couvre feu instauré le soir, et donc prendre le risque de favoriser la propagation du virus.

Comment soigner ou même diagnostiquer la maladie dans ce 101ème département français qui ne dispose que d'un centre hospitalier à Mamoudzou, de quatre petits hôpitaux périphériques et d'une dizaine de dispensaires, de 16 lits en réanimation pour 400 000 habitants ? Les soins sont « assurés » par une vingtaine de médecins généralistes et moins de 70 médecins au CHM. La densité de médecins est de 41 pour 100 000 habitants contre 152 à La Réunion, ce qui est déjà bien insuffisant comme nous le constatons actuellement ici. Lorsqu'on parle de désert médical en France, Mayotte en est le premier.

La situation est aggravée avec l'arrivée régulière de migrants Comoriens venant principalement de l'île voisine Anjouan qui fuient une misère encore plus extrême et qui espèrent trouver du travail et se faire soigner à Mayotte.

Pas plus qu'à La Réunion, L'ARS de Mayotte dont la directrice est Dominique Voynet, l'ancienne ministre de l'écologie, n'a de solutions à proposer au corps médical et à la population pour faire face à cette catastrophe que pourrait causer à Mayotte le coronavirus. Pas de masques, pas de gants, pas gel hydroalcoolique, pas de tests en nombre suffisants. Comme ici, ils se font attendre.

Quelle « guerre » Macron prétend-il mener avec des moyens humains et matériels aussi dérisoires, pour ne pas dire misérables ?

De son côté, le député LR Mansour Kamardine mettait ses espoirs dans la venue du navire militaire le Mistral qui aurait pu

avoir à son bord 2 blocs opératoires, un service de réanimation, 69 lits d'hôpital et un personnel médical.

Mais il s'avère que ce potentiel intéressant n'existe pas car le navire a quitté son attachement sans être armé dans cette configuration.

Partout, la crise sanitaire jette une lumière crue sur l'irresponsabilité des pouvoirs publics. Les gesticulations militaires de Macron ne risquent pas de le faire oublier.

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*  
BP 184  
97470 SAINT-BENOÎT  
e-mail :  
contact@lutte-  
ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576  
Directeur de publication : Didier  
Lombard  
Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282